

République  
Française

Ministère  
de la Fonction  
Publique

**DGA-FP**

Direction Générale de  
l'Administration et de  
la Fonction Publique

32, rue de Babylone  
75008 PARIS  
Téléphone  
(1) 42 75 80 00  
Télécopie  
: 142 75 88 62

Référence à rappeler FP 13 no ti 0 () 4 i 0

Paris le

**: 9 NOV 1994**

Dossier suivi pm :

Mie S. LECOINTE

Le Ministre de la fonction publique

à

Mesdames et Messieurs les Ministres  
Directions du Personnel

**OBJET:** Situation des fonctionnaires français ayant acquis la qualité de fonctionnaire titulaire des institutions communautaires.

Ma lettre FP/3 no 291 du 13 janvier 1993.

Avis du Conseil d'Etat du 9 juin 1994

Sur la base de la jurisprudence (GOUNDIAM 4 décembre 1967) et d'avis (notamment du 18 juin 1970) du Conseil d'Etat, relatifs à la double titularisation dans deux corps différents de la même fonction publique ou dans deux corps relevant de fonctions publiques différentes, direction générale de l'administration et de la fonction publique a longtemps considéré que la double appartenance à la fonction publique de l'Etat et à la fonction publique communautaire était impossible.

De ce fait, lorsque des fonctionnaires français étaient titularisés dans une institution communautaire, certaines administrations procédaient à leur radiation des cadres de la fonction publique française.

Ces solutions étaient peu compatibles avec le souhait du Gouvernement d'encourager les fonctionnaires à passer des concours communautaires pour renforcer la présence française à des niveaux de responsabilité conséquents tout en leur préservant une possibilité de retour dans l'administration française s'ils le souhaitaient.

Dans un premier temps et dans l'attente d'un avis du Conseil d'Etat sollicité sur ce point, la Direction générale de l'administration et de la fonction publique a admis de laisser s'achever les détachements en cours et, à l'issue de ceux-ci, de placer les agents en disponibilité (cf circulaire DGA-FP du 13 janvier 1993).

.../...



N. 355.948

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

ASSEMBLEE GENERALE

M. ABERKANE, rapporteur

séance du 9 juin 1994

A V 1 S

Le Conseil d'Etat, saisi par le ministre de la fonction publique de la question de savoir si l'administration est tenue de radier du corps dont il fait partie le fonctionnaire de l'Etat qui acquiert la qualité de fonctionnaire titulaire des institutions communautaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le recueil des règlements et réglementations fixant le statut des fonctionnaires et autres agents des Communautés européennes ;

EST D'A\IS

de répondre dans le sens des observations qui suivent :

I -Aucune règle du droit positif ne traite expressément de la question posée. Celle-ci doit donc trouver sa réponse dans les principes qui se dégagent soit de règlements communautaires, soit de la loi française, étant noté que la titularisation dans la fonction publique communautaire présente des caractéristiques qui permettent de la considérer comme analogue à la titularisation dans la fonction publique de l'Etat.

.../...

Si l'article 11 du statut des fonctionnaires des Communautés européennes interdit à ces derniers de se placer sous la dépendance directe ou indirecte d'une autorité extérieure aux institutions communautaires, on ne peut en déduire que la qualité de fonctionnaire des Communautés est incompatible avec celle de fonctionnaire d'un des Etats membres et, en l'absence de précisions en ce sens, qu'elle oblige la France à radier le fonctionnaire appartenant à la fonction publique de l'Etat lorsque cet agent est titularisé dans la fonction publique communautaire.

Le principe selon lequel la qualité de fonctionnaire français est incompatible avec celle de fonctionnaire titulaire d'un Etat étranger ne peut concerner la qualité de fonctionnaire titulaire des institutions communautaires, dont la France fait partie en tant qu'Etat membre. Le fait qu'un fonctionnaire français soit placé, en sa qualité de fonctionnaire des institutions communautaires, sous l'autorité de ces dernières, n'a donc pas pour effet d'obliger l'administration française à le radier de son corps.

II - Quant à la règle qui interdit qu'un fonctionnaire de l'Etat soit simultanément titularisé dans deux corps de la fonction publique de l'Etat, elle ne saurait être étendue au cas d'une titularisation dans un corps ne relevant pas de la loi française. Il suit de là que rien n'oblige l'administration française à radier de son corps le fonctionnaire qui viendrait à acquérir la qualité de fonctionnaire titulaire des Communautés européennes.

III - L'administration reste tenue, en revanche, de le placer dans une position statutaire régulière.

Les dispositions des articles 41 et 42, d'une part, des articles 45 et 46, d'autre part, de la loi susvisée du 11 janvier 1984, qui prévoient que des fonctionnaires relevant du statut général peuvent être placés en position de mise à disposition ou de détachement auprès des "organisations internationales intergouvernementales" ou d' "organismes internationaux", permettent de répondre à cette obligation ; si, dans le cas des conditions de droit commun qui régissent ces positions, des relations s'établissent entre l'administration d'origine et l'organe auprès duquel sert le fonctionnaire, la loi française n'impose, et n'aurait pu d'ailleurs imposer, des relations du même type dans le cas des organisations internationales. Il suit de là qu'un fonctionnaire de l'Etat qui viendrait à être recruté comme fonctionnaire titulaire des institutions communautaires peut être placé en position de mise à disposition ou de détachement auprès desdites institutions pour lui permettre d'exercer ses fonctions.

Toutefois, en ce qui concerne la mise à disposition, il ne peut être recouru à cette position, à laquelle les règles de l'article 11 du statut des fonctionnaires des communautés européennes pourraient éventuellement justifier des objections, que dans des cas exceptionnels et avec l'accord des instances communautaires compétentes.

IV - Le fonctionnaire peut également être placé dans la position hors cadres, laquelle, à cet égard, doit être assimilée au détachement.

V - Si la loi ne prévoit pas expressément qu'un fonctionnaire peut exercer une activité au sein d'une organisation internationale dans la position en disponibilité, les conditions de droit commun qui régissent cette position n'y font pas obstacle. Cette position n'entraîne pas, d'ailleurs, d'obligations de l'organisme ~~a~~ au sein duquel il exerce son activité vis-à-vis de l'administration d'origine. Il suit de là que le fonctionnaire français qui se trouve titularisé comme fonctionnaire des institutions communautaires pourrait également être placé en

disponibilité à l'effet de lui permettre d'exercer son activité au sein desdites institutions.

Il résulte de ce qui a été dit ci-dessus que l'administration a la faculté de placer légalement le fonctionnaire concerné dans l'une des positions susénumérées, sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions propres auxquelles les statuts peuvent subordonner l'accès à chacune d'elles.

Cet avis a été délibéré et adopté par le Conseil d'Etat dans sa séance du 9 juin 1994.

Le Conseiller d'Etat,  
Rapporteur,  
signé : H. ABERKAJ."E

Le Vice-Président  
du Conseil d'Etat,  
signé : M. LONG

Le Secrétaire Général du Conseil d'Etat,  
signé : B. STIRN

CERTIFIE CONFORME,  
LE SECRETAIRE GENERAL DU CONSEIL D'ETAT:

